

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50 F

## EDITORIAL : (Gpe)

### Libérez les syndicalistes emprisonnés !

Mercredi 20 septembre, trois dirigeants syndicalistes : Lucien Gayadine Serge Montout et René Chicaté ont été arrêtés. Ils appartiennent respectivement au Syndicat Général des Enseignants Guadeloupéens (SSEG), à l'UPG (Union des Paysans Pauvres) et à l'UGTG (Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens).

Ils sont accusés d'avoir soi-disant "entravé la liberté du travail". En fait, en tant que militants syndicalistes, ils ont, le mois dernier, mené une action de protestation contre la replantation en banane de surfaces jusqu'alors plantées en canne, dans la région du Lamentin. Ils s'opposent au de la Compagnie Fruitière.

En protestant de la sorte, ces trois syndicalistes n'ont fait qu'exercer leurs droits syndicaux les plus élémentaires. Ils ont exercé leur droit à la liberté d'expression.

Mais, ces droits sont constamment bafoués, piétinés en Guadeloupe. Et ils le sont bien plus qu'en France. Pourtant on nous répète à longueur de journée que nous sommes français comme les autres, que la Guadeloupe est un département français à part entière.

C'est faux ! la Guadeloupe est une colonie de la France, colonie dont toutes les richesses appartiennent à une poignée de rapaces capitalistes comme le baron Empain par exemple.

Le peuple guadeloupéen devrait donc se taire, courber l'échine et tout accepter : bas salaires, misère, racisme, manque de terre, chômage, répression. C'est ce qu'on exige d'un peuple colonisé.

Eh bien non ! il y a dans ce pays et il y a toujours eu des hommes et des femmes qui refusent de se laisser écraser sous le joug. Mais, à chaque fois qu'ils osent se dresser face au pouvoir colonial et protester, c'est la prison, les procès, ou les massacres. Ces quinze dernières années sont jalonnées d'exemples de ce genre.

Camarades travailleurs, petits paysans, commerçants, artisans, petits fonctionnaires, jeunes, chômeurs, ces arrestations surviennent dans un climat social déjà très lourd en Guadeloupe, climat marqué notamment par :  
- des licenciements massifs (Colas, SIG)

(suite en page 2)

## MARTINIQUE

### FIN DE LA GRÈVE DE TRINITÉ

C'est le jeudi 21 au matin qu'a cessé la grève des enseignants du lycée de Trinité sans que rien ait été obtenu.

En effet, constatant que la grève s'effritait, les enseignants ont décidé de reprendre le travail après la nomination de Holo au lycée Schoelcher et sans que les enseignants licenciés aient été repris.

Pourtant la grève avait connu un réel succès car elle intéressait non seulement le lycée mais aussi le L.E.P. et le C.E.S. Les élèves d'autre part soutenaient l'action des professeurs et avaient organisé un défilé dans la cité scolaire ce jour-là.

Mais la grève allait échouer car le

mouvement était circonscrit à Trinité et aucun autre établissement scolaire n'a suivi.

Et cela parce que les directions syndicales des personnels enseignants n'ont à aucun moment cru bon d'appeler l'ensemble des enseignants à rejoindre dans l'action ceux de Trinité.

Mais ce mouvement n'aura pas été inutile. Il a montré que malgré le refus des syndicats d'aider la grève en quoi que ce soit, il s'est trouvé une large fraction d'enseignants pour se battre. On a vu aussi les élèves participer activement à la grève, ce qui ne s'était pas vu depuis plus d'un an à Trinité.

## CAMP DAVID

### UN ACCORD PUBLICITAIRE!

Le sommet de Camp David, qui réunissait le président des Etats-Unis, celui d'Egypte et le premier ministre israélien Begin pour des pourparlers de paix est terminé. Après plus d'une semaine d'entretien, il semble qu'on soit parvenu à s'entendre sur un certain nombre de points. Notamment sur l'évacuation du Sinaï, le statut de la bande de Gaza et de la Cisjordanie.

Bien entendu, l'unanimité est bien loin d'être faite sur ces accords. Tout d'abord les principaux concernés, à savoir les Palestiniens qui, rappelons-le, n'étaient pas à Camp David : pour eux, ce n'est ni plus ni moins qu'une capitulation de la part de Sadate. D'ailleurs la Résistance Palestinienne appelle à

une grève générale pour le mercredi 20 septembre. La Syrie, l'URSS ne reconnaissent aucune valeur à cet accord, ayant été tenues à l'écart des pourparlers de paix.

La presse, elle, regrette le pessimisme affiché au début des entretiens ; on félicite Carter. Un élu américain a même proposé qu'on décerne au président américain le prix Nobel de la Paix, lui qui vient d'assurer le Shah d'Iran de son appui après le massacre que ce dernier a perpétré il y a quelques jours à Téhéran.

Les puissants de ce monde ont des raisons de pavoiser. La paix des canons semble régner.

Mais pour combien de temps ?

### DERNIÈRE HEURE (GUADELOUPE) DECLARATION DU COMITE UNITAIRE DE BASE DE MORNE-A-L'EAU :

Le comité unitaire syndical de base des enseignants et employés du collège de Morne-à-l'Eau s'élève vigoureusement contre l'arrestation de trois syndicalistes par l'administration coloniale française en Guadeloupe.

En conséquence, il exige le respect du droit syndical et la libération immédiate des trois syndicalistes.

o - o - o

ACHETEZ , LISEZ  
LE MENSUEL COMBAT OUVRIER !

J. BIBRAC

Directeur de publication : M.F. ZOTOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre  
4<sup>ème</sup> supplément au mensuel N° 90

## EDITORIAL

(SUITE)

- Des menaces de fermeture de plusieurs entreprises

- Une rentrée scolaire catastrophique.

Nous avons donc bien des raisons de protester contre ces arrestations, parce qu'en le faisant c'est aussi contre toute la politique du gouvernement que nous agissons.

Nous sommes tous concernés par ce qui vient de se passer. Aujourd'hui c'est Gayadine, Chicaté et Montout qui sont en prison, demain, ce peut être n'importe lequel d'entre nous qui osera barrer la route aux plans des gros capitalistes et du gouvernement.

D'autant plus que dans la période qui vient, si le gouvernement français est décidé à faire appliquer le plan des capitalistes de la Cie Fruitière, il n'hésitera pas à accroître la répression contre tous ceux, syndicalistes ou politiques qui s'opposent à lui.

Il faut sans tarder déclencher des actions unitaires les plus larges possibles :

- Pour obtenir la libération immédiate des trois syndicalistes

- Pour refuser le plan de la Cie Fruitière

- Contre les atteintes aux libertés syndicales

Camarades, peuple guadeloupéen debout !

- Nous en avons assez de cette situation

- Non à la destruction de l'économie sucrière !

- Libérez les syndicalistes !

- A bas le gouvernement colonialiste français.

## MARTINIQUE

### Le nouveau scandale de la viande :

#### ADMINISTRATION ET GROS CAPITALISTES CONTRE LES ARTISANS BOUCHERS !

Il y a deux semaines le Syndicat et la Coopérative des bouchers décidaient de dénoncer l'accord signé entre ces organismes et la SICAViande pour l'utilisation de l'abattoir départemental.

Ce dernier, avec la fermeture des derniers abattoirs communaux de la Martinique, aura le monopole de l'abattage de la Viande de Martinique. La SICAViande qui gère l'abattoir est un organisme totalement aux mains des gros capitalistes tels que Hayot, Despointes et Depaz.

Parallèlement la société Martinique-Viande gérée par les Lutbert et les Despointes de la Sofrima, est la principale importatrice de viande en Marti-

nique. Il est donc tentant pour les capitalistes de la SICAViande d'aider leurs compères de Martinique-Viande en refusant de découper et d'abattre toute viande importée par un autre organisme que Martinique-Viande. Les artisans bouchers en ont fait l'expérience ces deux derniers mois et c'est pour protester contre ce fait que le syndicat et la coopérative des bouchers ont décidé de dénoncer l'accord signé en juillet de cette année.

Bien entendu, l'administration en la personne du directeur de l'agriculture, a pris fait et cause pour les Depaz, Hayot et autre Despointes, contre les bouchers.

## GUADELOUPE : GROSSE-MONTAGNE : GREVE CONTRE LES LICENCIEMENTS !

Le mouvement de grève déclenché lundi dernier à l'usine Grosse-Montagne se poursuit.

En effet, à l'issue d'une assemblée générale de tout le personnel jeudi matin 21 septembre, la grève a été reconduite jusqu'au lundi 25.

Cette grève est menée par ceux de Grosse-Montagne pour exiger la réintégration de 8 travailleurs licenciés.

La direction de l'usine prétend qu'il y a un surplus de personnel, et que ses

moyens financiers ne lui permettent pas de garder l'effectif actuel. C'est toujours le même prétexte qu'invoquent les patrons pour licencier. Mais les travailleurs de Grosse-Montagne n'y croient pas. Ils n'entendent reprendre le travail que si les 8 ouvriers licenciés sont repris. En cela ils ont raison.

Cependant s'ils veulent mettre toutes les chances de gagner de leur côté, ils devraient dès à présent commencer à informer le public, tenir des meetings au Lamen-tin et dans d'autres communes, et avoir ainsi le soutien le plus large. La lutte qu'ils ont engagée contre les licenciements concerne toute la population de la Guadeloupe.

## MARTINIQUE

### COMMUNIQUE DE LA CGMT SANTE

"La direction du centre hospitalier vient de montrer son hypocrisie dans l'affaire qui l'a opposé à notre camarade Joachim-Arnaud et à notre syndicat CGMT de la santé.

Ne pouvant faire la preuve des abus qu'elle prétendait trouver dans l'utilisation des crédits d'heures mis à la disposition de Chislaine Joachim-Arnaud, la direction a préféré se ridiculiser en faisant prononcer par le conseil de discipline "un avertissement sans mention au dossier", contre la secrétaire de notre syndicat !

Quant à la retenue des 8 jours sur le salaire de notre camarade, la direction sera là aussi contrainte de reculer et de revenir sur cette mesure illégale.

Dans toute cette affaire il est patent que ce qui a déplié à la direction du centre hospitalier, au président du conseil d'administration et à l'autorité de tutelle qui a encouragé la pre-

mière dans la voie de la répression, c'est que ni les uns ni les autres ne tolèrent qu'une syndicaliste soit effectivement une militante active, se dévouant pour la défense des travailleurs sans chercher à plaire aux gens et puissances en place.

C'est cela que l'on reproche avant tout et à Joachim-Arnaud et à notre syndicat de la santé.

En tout état de cause, les attaques dont nous sommes victimes prouvent une chose, c'est que nous sommes dans la voie juste : les intérêts que nous représentons sont bien ceux des travailleurs. Le directeur du centre hospitalier et le président du conseil d'administration qui en d'autres lieux se veulent des "représentants du peuple" rejoignent les rangs de nos ennemis et de nos détracteurs pour le prouver.

## (GUADELOUPE)-CAPESTERRE HABITUEE : LA POPULATION SE BAT ET GAGNE

Devant la colère manifestée par la population de l'Habituée à Capesterre, les travaux entrepris pour capter les eaux d'un canal de la région sont interrompus.

Il faut savoir en effet que depuis quelques jours avaient commencé des travaux de captage des eaux d'un canal utilisé par un grand nombre de petits cultivateurs de la région. On avait fait croire à certains qu'ils pourraient tirer avantage de ces travaux de captage.

En fin de compte, cette canalisation se faisait au profit de seulement trois ou quatre gros et moyens planteurs de la région, en particulier de la plantation Dormoy à Bois Debout, ce qui aurait privé les petits planteurs de l'eau de ce canal. D'ailleurs, le président de la société ayant entrepris ces travaux est semé-t-til le sieur Dormoy lui-même.

Pour l'instant, les travaux ont été interrompus. Mais la population de l'Habituée doit rester vigilante. Elle sait trop bien que les gros propriétaires ne reculent devant rien pour réaliser leurs projets.